

Les harkis en 1983

Discours médiatiques et représentations sociales

Abderahmen Moumen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3561>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3561](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3561)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 55-61

ISBN : 978-2-919040-34-6

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Abderahmen Moumen, « Les harkis en 1983 », *Hommes & migrations* [En ligne], 1313 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 16 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3561> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3561>

Tous droits réservés

LES HARKIS EN 1983

DISCOURS MÉDIATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES

par ABDERAHMAN MOUMEN, historien, chercheur associé au CRHiSM de l'université de Perpignan, chargé de mission à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) sur la « mémoire de la guerre d'Algérie ».

Groupe social formé en France en 1962, les harkis occupent une position paradoxale au sein des immigrations postcoloniales. La complexité de leur « engagement » ou « enrôlement » durant la guerre d'Algérie, leur relégation sur le territoire français, la confusion des termes employés pour les désigner conditionnent le flou qui les entoure. 1983 constitue une année décisive dans l'apparition d'une nouvelle figure dans les médias : le « fils de harki » qui, comme l'ensemble de la « deuxième génération », est mis sur le devant de la scène médiatique en ce début des années 1980.



Qui sont ces hommes, ces femmes, ces enfants que l'on désigne le plus souvent par le terme de harkis ? Derrière ce mot, il y a un monde confus¹. Le terme « harki » est un terme générique souvent employé pour désigner tous les « musulmans français » qui s'étaient placés pour diverses raisons aux côtés de l'armée française ou de la France en général durant la guerre d'Algérie (1954-1962). Cependant, ce terme ne désigne réellement qu'une catégorie de supplétifs. Cinq catégories de formations supplétives civiles ont été créées durant ce que l'on appelait les « événements » pour contribuer au « maintien de l'ordre² » : les groupes mobiles de police rurale (GMPR) créés en janvier 1955, dénommés ensuite les groupes mobiles de sécurité (GMS) ; les

mokhaznis (ou *moghaznis*) chargés de la protection des Sections administratives spécialisées (SAS) ; les groupes *makhzen* instaurés eux aussi en 1955 ; les « *assès* » (gardiens) des Unités territoriales et les groupes d'autodéfense (bénévoles et pour moitié armée). Concernant les *harkis*, les premières *harkas* sont officiellement constituées en 1956. Mais le terme « *harka* » est antérieur à la colonisation. Il signifie, en arabe, mouvement, déplacement, mobilité voire une expédition. Militaires algériens de l'armée française ou appelés, élus, hauts fonctionnaires, officiers et notables musulmans (caïds, aghas, bachaghas) sont parfois aussi, bien malencontreusement, assimilés aux harkis, malgré des différences sociales importantes.

1. Fatima Besnaci-Lancou, Abderahmen Moumen, *Les Harkis*, Paris, Le Cavalier bleu, 2008.

2. Pour rappel, le terme de « guerre » n'était pas employé par les pouvoirs publics, il faudra attendre 1999, pour que l'État français reconnaisse officiellement la guerre d'Algérie.

Plusieurs difficultés sont posées quant aux données démographiques et à la répartition géographique de ceux qui ont pu se réfugier en France, et ce après la guerre d'indépendance algérienne. Au final, entre 1962 et 1965, environ 42 000 supplétifs et membres de leurs familles ont été transférés en France par les autorités militaires, de même pour 5 000 à 8 000 engagés. À ces derniers s'ajoutent

Durant les années 1960 et 1970, les camps ont été les lieux de prédilection des reportages audiovisuels, à l'instar de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard), ou de Bias (Lot-et-Garonne), deux camps ou « cités d'accueil » qui regroupent alors les chefs de famille âgés ou de famille nombreuse, les handicapés physiques ou les personnes démunies de ressources, jugées difficilement reclassables dans la société française.

plusieurs milliers d'autres qui ont pu se réfugier en France clandestinement ou par leurs propres moyens. Même si, officiellement, les pouvoirs publics estiment à 66 000 le nombre d'anciens harkis et membres de leurs familles, considérés comme rapatriés, on peut finalement réévaluer ce chiffre à environ 85 000 personnes si l'on ajoute les familles non recensées par l'administration ou venues plus tardivement en France.

La deuxième difficulté est relative à la répartition géographique de cette population. Alors que les regards et les représentations se focalisent sur les espaces de concentration, il n'est pas anodin de préciser que la majorité de ces familles vivent très majoritairement, et ce dès la fin des années 1960, dans des espaces diffus. Le Nord, avec ses espaces industriels, devient le premier département où elles s'implantent. Néanmoins, les médias se polarisent assez souvent sur les lieux de concentration des familles d'anciens supplétifs, espaces régis par une tutelle sociale des pouvoirs publics.

Durant les années 1960 et 1970, les camps ont été les lieux de prédilection des reportages audiovisuels, à l'instar de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard), ou de Bias (Lot-et-Garonne), deux camps ou « cités d'accueil » qui regroupent alors les chefs de famille âgés ou de famille nombreuse, les handicapés physiques

ou les personnes démunies de ressources, jugées difficilement reclassables dans la société française : les fameux « irrécupérables » ou « déchets », ainsi dénommés par l'ancien ministre des Rapatriés, François Missoffe. À ces camps, s'ajoutent d'autres espaces de ségrégation ou de marginalisation sociale : plusieurs dizaines de hameaux forestiers (69 ont été recensés durant toute cette période), et de cités urbaines, comme la cité des Tilleuls à Marseille, la cité des Oliviers à Narbonne ou la cité de la Briquetterie à Amiens pour les plus connues. Enfin, les foyers Sonacotra sont aussi des espaces où de nombreuses familles d'anciens supplétifs ont résidé. Au 31 décembre 1977, 26,4 % des habitants des ensembles familiaux de la Sonacotra sont des anciens harkis. En 1981, 28 500 personnes soit 3 560 familles vivent encore dans 65 zones à forte concentration (23 hameaux ou anciens hameaux de forestage et 42 cités urbaines).



Harkis ou le flottement d'une dénomination

Le groupe social « harkis » est exemplaire par la difficulté à le cerner. Les pouvoirs publics ont été fortement embarrassés pour trouver le terme le plus adéquat à sa désignation, signe aussi de cette volonté étatique de catégoriser et contrôler les corps migrants³, avec des répercussions indéniables dans les représentations médiatiques de cette population. Sont-ils des immigrés, issus d'une migration politique, ou des rapatriés ? Sont-ils des Algériens ou des Français ? Par l'ordonnance du 21 juillet 1962⁴, les Français musulmans de statut de droit local, dont bien entendu les anciens supplétifs et leurs familles, perdent la nationalité française. Pour (re)devenir français, ils se doivent d'effectuer, sur le territoire français, une déclaration reconnitive de nationalité française devant un juge. Ces rapatriés, publiquement à part entière, mais dont les pratiques administratives des pouvoirs publics les classeraient

3. Nicolas Lebourg, Abderahmen Moumen, *Rivesaltes, le camp de la France*, Perpignan, éd. Trabucaire, 2015.

4. Ordonnance n°62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, prises en application de la loi n°62-421 du 13 avril 1962.

plutôt entièrement à part, sont ainsi à la lisière de la situation de réfugiés. La position explicite du général de Gaulle, alors chef de l'État, ne fait que confirmer ce postulat : « *Le terme de rapatriés ne s'applique évidemment pas aux musulmans : ils ne retournent pas dans la terre de leurs pères ! Dans leur cas, il ne saurait s'agir que de réfugiés* ⁵ ! » Les termes employés dans les archives des ministères des Armées, de l'Intérieur ou du secrétariat (puis du ministère) chargé des Rapatriés interpellent aussi par le flottement sémantique concernant ces « musulmans » : transfert, repliement, rapatriement, hésitant souvent entre « rapatriés musulmans » et « réfugiés musulmans ». Dans les diverses correspondances, ils sont nommés « réfugiés musulmans », « réfugiés harkis », « musulmans harkis », « musulmans réfugiés », « musulmans rapatriés » voire, pour certains, afin d'éviter toute erreur, « musulmans algériens harkis » ! Poursuivant en cela les catégorisations utilisées dans la presse qui tantôt incorporent les harkis dans des articles sur les rapatriés, tantôt dans d'autres traitant de l'afflux de la main-d'œuvre algérienne en France. Les diverses statistiques et autres recensements effectués par les préfectures poursuivent dans cette logique. Les anciens harkis et leurs familles sont ainsi soit incorporés dans les statistiques relatives à l'ensemble des rapatriés, mais désignés comme rapatriés musulmans ou ex-harkis, séparation est ainsi faite des rapatriés dits européens, soit avec les Algériens mais signalés comme ex-harkis.

La question de la dénomination de ce groupe social, finalement, est prétexte à tous les amalgames. De 1962 au début des années 1980 se succède ainsi une litanie de qualificatifs qui souligne la difficulté des pouvoirs publics à cerner cette population, et que les médias finalement reprennent. L'utilisation de certains termes n'est d'ailleurs pas sans rappeler une sémantique de l'ère coloniale où s'entremêlent ainsi des termes aux connotations à la fois politiques, juridiques, religieuses voire géographiques : après les musulmans français et/ou les Français

musulmans viennent les Français de souche islamique rapatriés d'Afrique du Nord (FSIRAN), puis les Français rapatriés de confession islamique (FRCI), puis l'éphémère FMR (Français musulmans rapatriés) des années 1970-1980 et, pour terminer, à partir des années 1980 et jusqu'à nos jours, les rapatriés d'origine nord-africaine (RONA)⁶.



1983, les médias et les harkis : tournant ou continuité ?

Ce début des années 1980 constitue un moment déterminant pour le groupe social « harkis ». C'est, tout d'abord, un contexte décisif dans le basculement sémantique de cette population. Le terme de Français musulman commence à disparaître au profit du terme de « harki ». Même si ce dernier a toujours été usité, entre autres dans les médias, il tend à devenir finalement un terme de prédilection. C'est aussi une période de modification des formes de luttes et de mobilisations. Aux révoltes des camps, avec prise d'otages, séquestration de personnels d'encadrement, qui correspondaient à une époque de structures d'encadrement pesantes, séquelles d'une tutelle sociale mi-coloniale mi-militaire, succèdent finalement, et en écho aux luttes de l'immigration, les grèves de la faim et les marches. L'opinion publique découvre aussi la présence des familles d'anciens supplétifs dans les banlieues. Violences et crimes racistes du début des années 1980 sont largement médiatisés, en corollaire au développement de la notion de « mal des banlieues », et concernent autant les familles de l'immigration algérienne que les familles d'anciens supplétifs. Finalement, au-delà des trajectoires historiques

La question de la dénomination de ce groupe social, finalement, est prétexte à tous les amalgames. De 1962 au début des années 1980 se succède ainsi une litanie de qualificatifs qui souligne la difficulté des pouvoirs publics à cerner cette population, et que les médias finalement reprennent.

5. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, Fayard, 1994.

6. Abderahmen Moumen, « Reçus en harkis, traités en parias », in Driss El Yazami, Yvan Gastaut, Naïma Yahy (dir.), *Génération. Un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France*, Paris, Gallimard, 2008, pp.117-123.

dissemblables, la figure du Maghrébin ou de l'Arabe transcende, dans ce contexte, ce clivage. De plus, la question tant de l'immigration que des harkis reste un enjeu dans les relations entre la France et l'Algérie, un enjeu que les médias évoquent en ce début des années 1980. En décembre 1981, le nouveau président François Mitterrand, fraîchement élu, fait une visite historique en Algérie. En 1982, en plein vingtième anniversaire de la fin de la guerre

En même temps, l'assimilation
des harkis aux immigrés
renvoie finalement
aux difficultés à cerner
une population aux contours
encore flous, et ce plus
de deux décennies après leur
arrivée en France.

d'Algérie, le président algérien, Chadli Bendjedid, se rend à son tour en France lors d'une visite officielle le 17 décembre, et ce, juste après le vote d'une loi pour les rapatriés le 3 décembre 1982⁷. Ce dernier évoque d'ailleurs dans la presse les possibilités de retour des harkis en Algérie. L'ancien responsable du FLN et premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, emprisonné en 1965, puis libéré en 1980 et exilé en Suisse en 1981, répond aussi à une interview à la télévision française, dans laquelle il évoque le « problème douloureux » des harkis⁸. La complexité de la guerre d'Algérie et des harkis est aussi médiatisée avec la publication du premier ouvrage écrit par un ancien supplétif, Saïd Ferdi. Sous le titre *Un enfant dans la guerre*⁹, ce témoignage retrace le parcours d'un enfant de 14 ans, messager du FLN, capturé par l'armée, puis enrôlé comme harki. Un récit qui met en lumière à la fois la violence de la guerre d'Algérie et la complexité des motivations d'engagement/enrôlement de ces hommes. Suite à cette publication, des articles de presse lui sont consacrés et il est invité sur les plateaux de télévision comme à l'émission *Apostrophes* de Bernard Pivot, consacrée à la guerre d'Algérie¹⁰. Enfin, 1983 est aussi une année où les gouvernements algérien et français signent un accord relatif aux obligations du service national, l'accord Mauroy-Taleb-Ibrahimi

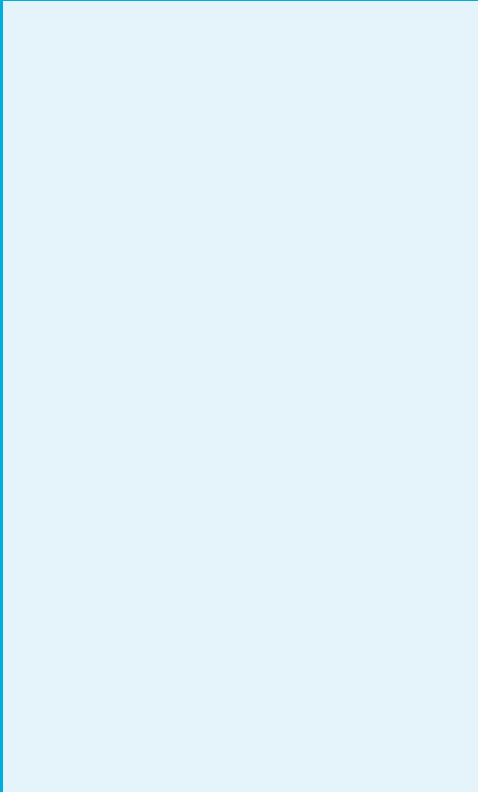
signé à Alger le 11 octobre 1983. Il implique que tous les jeunes hommes d'origine algérienne, issus de l'immigration ou d'anciens supplétifs, peuvent dorénavant faire le choix du service national dans l'un ou l'autre pays. Néanmoins, de manière implicite, les enfants d'anciens supplétifs sont finalement reconnus comme des Algériens¹¹.

Cette perception des harkis, dans ce rapport ambigu Français/Algériens et rapatriés/immigrés, se poursuit en 1983 sur le plan médiatique, avec, entre autres, cet article publié le 16 mai par Raymond Courrière, secrétaire d'État chargé des rapatriés depuis 1981 (il le sera jusqu'en 1986). Diffusé dans *Le Monde*, cet article a pour titre « *Justice pour les immigrés de l'intérieur* », faisant ainsi référence aux harkis qui auraient subi une injustice. En même temps, l'assimilation des harkis aux immigrés renvoie finalement aux difficultés à cerner une population aux contours encore flous, et ce plus de deux décennies après leur arrivée en France. En effectuant les recherches sur le site de l'INA pour l'année 1983, 14 sujets traitent du « problème des harkis » sur TF1, Antenne 2 et FR3. Finalement, comme dans les années précédentes, mais après une accélération en 1982 (34 sujets recensés) suite aux vingt ans de la fin de la guerre d'Algérie, la télévision traite de manière ponctuelle, en cette année 1983, de la question des harkis en France, avec environ 14 journaux télévisés, émissions ou documentaires qui évoquent ce groupe social¹². Mais il s'agit plus spécifiquement de la figure du « fils de harki » qui prend progressivement une place prépondérante au sein des thématiques traitées.

L'apparition d'une nouvelle figure médiatique : le « fils de harki »

Les harkis, cette collectivité historique selon la terminologie de Dominique Schnapper, demeurent, en ce début des années 1980, dans une phase de

7. Journal d'Antenne 2, 20 heures, 17 décembre 1982. 8. Journal d'Antenne 2, 20 heures, 19 mars 1982. 9. Saïd Ferdi, *Un enfant dans la guerre*, Paris, Seuil, 1981. 10. Émission *Apostrophes* de Bernard Pivot, Antenne 2, 11 septembre 1981. Saïd Ferdi est invité aux côtés de Pierre Laffont, Henri Alleg, Erwan Bergot et Rachid Boudjedra. 11. Pour rappel, les anciens supplétifs n'ont pas perdu la nationalité algérienne à l'indépendance et sont donc encore considérés comme des Algériens. 12. Chiffres recensés à partir du site de l'INA.



Camp de harkis, La Roque-d'Anthéron, France, 1975.
© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS.

revendications matérielles. Les manifestations et grèves de la faim se succèdent. Cependant, la « seconde génération » prend de l'importance dans les mesures prises par les pouvoirs publics, affirmant qu'à une question historique originelle, s'ajoute une problématique sociale. Une « seconde génération » dont il est assez difficile de dresser ou se cerner les contours, tant elle ne constitue en aucune manière un groupe démographique, statistique et social homogène. La condition des « harkis de la deuxième génération » ou de la « seconde génération » – dans un processus d'héritage construit après 1962, alors que durant la guerre d'Algérie, des hommes devenaient harkis

et n'en étaient donc pas héritiers – n'est pas uniforme. Les itinéraires tant individuels que collectifs sont variés : entre ceux ayant transité et vécu une partie de leur vie dans des espaces de relégation (camps de transit, cités d'accueil, hameaux de forestage, cités urbaines) et ceux ayant vécu isolément ou dans des espaces dispersés ; entre ceux qui sont nés en Algérie ou dans des camps avec donc des liens beaucoup plus intimes avec cette histoire et ceux qui sont nés bien après. Parmi cette « seconde génération », le rapport à cette histoire diffère entre ceux qui la revendiquent, l'assument ou la rejettent. S'ajoutent les difficultés de l'insertion socioprofessionnelle et la relégation dans des banlieues, avec les mêmes maux sociaux que les autres habitants.

À compter des années 1980, les médias focalisent désormais leur attention sur les nouveaux porte-parole de cette « seconde génération » avec cette figure en construction du « fils de harki » né en Algérie à la fin des années 1950

ou dans un camp en France au début des

années 1960, vivant encore en ce début des années 1980 dans un habitat marginalisé et ségrégué, et enfin, victime d'une double discrimination : perçu comme un « immigré arabe » par la société d'accueil et désigné par le stéréotype stigmatisant de « traître » ou de « fils de traître » par une partie de l'immigration algérienne. Les représentations médiatiques des harkis en 1983 insistent sur cette nouvelle figure, celle du « fils de harki ». Un premier documentaire, diffusé le 10 février 1983, traite en une heure de la question des descendants d'anciens supplétifs. Sous le jeu de mot

Dans l'émission *La Vie en face* du 13 septembre 1983 sur FR3, et qui a pour titre « Les immigrés sont-ils toxiques ? », les « enfants de harkis » tiennent une large place dans ce reportage d'une heure qui a pour cadre la ville de Dreux, ville qui a focalisé l'attention médiatique avec le score du candidat Front national Jean-Pierre Stirbois.

« *l'amère patrie*¹³ », et à travers les témoignages de 10 enfants d'anciens harkis de la région de Châlons-sur-Marne, cette enquête se concentre sur les quêtes identitaires de ces jeunes, sur ce que signifie être un « enfant de harki » : les difficultés, les souffrances, les incompréhensions intergénérationnelles, leur rapport à l'Algérie, le regard sur le père, sur son choix... Dans l'émission *La Vie en face* du 13 septembre 1983 sur FR3, et qui a pour titre « *Les immigrés sont-ils toxiques ?* », les « enfants de harkis » tiennent une large place dans ce reportage d'une heure qui a pour cadre la ville de Dreux, ville qui a focalisé l'attention médiatique avec le score du candidat Front national Jean-Pierre Stirbois¹⁴. Djamila, fille d'un ancien harki, évoque l'assassinat de son père dans un bar, l'agresseur a ensuite été arrêté après une manifestation. Tandis que la famille D., le père comme les deux jeunes adultes, exprime sans réticences leurs tensions avec l'immigration algérienne et leur soutien au vote Front national.



Du jeu des stéréotypes à l'enjeu politique

Les stéréotypes autour de la figure du « fils de harki » sont d'ailleurs amplifiés par les nouvelles mesures gouvernementales prises en faveur des rapatriés. Pour rappel, François Mitterrand est aussi élu grâce aux voix des rapatriés d'Algérie au second tour, face à Valéry Giscard d'Estaing. Outre l'amnistie votée en 1982 ainsi qu'une nouvelle loi d'indemnisation en faveur des rapatriés, une commission « Français musulmans » est créée afin de résoudre les problèmes du groupe social « harkis ». Les nouvelles mesures proposent dorénavant un large éventail de dispositifs en faveur de cette « seconde génération » en matière de formation, d'emploi, de soutien à la scolarisation, de débouchés dans l'armée... Des structures spécifiques sont ouvertes, comme l'Institut des hautes études en 1982 à Montpellier, des centres de préparation aux

concours administratifs à Carcassonne et à Caen, des écoles militaires techniques pour ces enfants et des écoles de « rééducation professionnelle ».

Cette « seconde génération » devient aussi un enjeu politique. Un enjeu apparu lors des élections municipales de 1983. C'est ainsi l'apparition sur la scène médiatique de Français musulmans ou « enfants de harkis », engagés politiquement. L'exemple de Smail Boufhal, élu conseiller municipal socialiste de Grand-Couronne, avec un autre enfant d'ancien supplétif, élu communiste, est mis en avant dans les médias. Dans toute la France, une dizaine de candidats, présentés comme Français musulmans ou « enfants de harkis », sont élus lors de ces échéances électorales. Cette participation « visible » aux élections deviendra plus évidente après la Marche en 1983, Convergence 84 et surtout les mouvements tels que France Plus et Sos Racisme. Néanmoins, l'on constate déjà les prémices d'un mouvement en marche vers l'implication politique, décelé et/ou accompagné par les médias.

La Marche pour l'égalité et contre le racisme peut aussi être perçue comme un tournant dans la médiatisation – mais aussi paradoxalement non-médiatisation – en tant que tels des « enfants de harkis ». Des descendants d'anciens supplétifs, aux côtés de jeunes issus de l'immigration algérienne ou autres, participent à cette marche. La figure de Toumi Djaidja est largement mise en avant et médiatisée. Jeune des Minguettes, issu d'une famille d'ancien supplétif, il est l'élément déclencheur de la Marche après avoir reçu une balle tirée par un policier. Bouzid Kara, un autre marcheur de la région d'Aix-en-Provence, écrira d'ailleurs par la suite un ouvrage intitulé tout simplement *La Marche*¹⁵, et dont un chapitre est consacré à son père et à sa famille venue d'Algérie après l'indépendance algérienne. Les crimes racistes et les discriminations constituent finalement un axe de convergence pour les « enfants de harkis » et les « enfants de l'immigration algérienne ».

14. Au second tour, la liste FN fusionne avec la liste RPR, alliance qui fait basculer la ville de Dreux à droite.

15. Bouzid Kara, *La Marche*, Paris, Sindbad, 1984.

Le mouvement « beur » et l'uniformisation des trajectoires historiques

Les médias et la télévision française en particulier ne précisent que rarement la participation de ces enfants d'anciens supplétifs, perçus ou insérés finalement au sein de l'immigration, et de plus en plus affublés du terme de « beur », terme que d'aucuns emploieront pour qualifier la Marche.

Exception médiatique, dans le journal d'Antenne 2 le 2 décembre 1983, le présentateur Bernard Rapp présentant la Marche et sa proche arrivée à Paris introduit le sujet des enfants de harkis, mais finalement en lien avec la question des difficultés d'intégration des enfants issus de l'immigration, cette fameuse « deuxième génération ». Le discours est assez évocateur : avec des « enfants de harkis » finalement assimilés à des « enfants d'immigrés ». *« Et c'est demain que se termine la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Les 32 jeunes marcheurs qui sont partis de Marseille le 15 octobre dernier devraient être rejoints place de la Bastille pour une grande manifestation où l'on attend près de 100 000 personnes. Le succès de cette marche organisée par de jeunes immigrés du quartier des Minguettes à Lyon est une surprise il faut bien le dire, au moins par son retentissement puisque aujourd'hui de nombreux partis de gauche et divers groupements s'associent à cette opération. Il faut pourtant reconnaître que l'initiative en revient d'abord à ces jeunes immigrés de la deuxième génération comme on les appelle, ceux qui sont nés en France et ne connaissent que ce pays. Un pays qui leur donne parfois bien peu d'occasions de s'intégrer. Il y a une illustration particulièrement dramatique de ce problème, c'est le statut des enfants de harkis. Jean-Jacques Dufour les a rencontrés dans le sud de la France. »*

Les harkis, et cette fameuse « seconde génération », sont ainsi complètement insérés dans ces luttes de l'immigration, dans ces luttes autour de l'égalité, contre le racisme, et pour l'acceptation de

la légitimité de cette génération à vivre en France. Mis à jour de façon remarquable par l'intense médiatisation autour de la Marche, ce « mouvement beur » signe ainsi en même temps l'invisibilité globale de la « question harkis », du poids de l'histoire de la guerre d'Algérie pour cette seconde génération. Avec le terme de « Beurs », de « jeunes Beurs », la confusion est telle que l'on ne sait pas si l'on parle des « enfants de harkis » ou des « enfants de migrants algériens », effaçant ou gommant en cela les spécificités des différentes trajectoires historiques. L'obtention de la carte de séjour de dix ans contribue à lier cette marche aux revendications de l'immigration. Certains auteurs affirmeront à l'instar de Rémy Leveau dans son ouvrage sur la « beurgéoisie » que l'échec de l'affirmation en tant que « fils de harkis » dans les divers mouvements de lutte contre les discriminations comme la Marche, puis SOS Racisme et France Plus, déterminera la constitution d'un mouvement associatif spécifique « harkis » composé de descendants d'anciens supplétifs¹⁶.

Conclusion

La médiatisation du groupe social « harkis » en 1983 permet de déceler des permanences et des ruptures dans les représentations. Si le discours d'une population déracinée dont les doléances ne seraient toujours pas prises en compte par les pouvoirs publics se poursuit, l'image du jeune « fils de harki », en proie au racisme et à la marginalisation sociale ainsi qu'au rejet d'une partie des descendants de migrants algériens, se construit progressivement. En cela, la Marche et les discours véhiculés autour des harkis constituent sûrement un élément, voire un facteur déterminant, après la phase de la « génération beur », dans l'autonomisation progressive et le distinguo qui sera ensuite opéré, entre autres dans les discours médiatiques, entre descendants d'anciens harkis et descendants d'immigrés algériens. ■

16. Catherine Withol de Wenden, Rémy Leveau, *La Beurgéoisie*, Paris, CNRS éditions, 2007.